

Résumé Rapport final

Ce rapport vient clore la recherche démarrée fin 2010 pour la CAF de la Martinique et qui avait pour objectif de comprendre le phénomène croissant du non-recours aux aides au temps libre. Il présente une synthèse de l'analyse des données (voir les rapports d'étape 1 et 2) recueillies auprès de la population enquêtée (96 allocataires) et des principaux acteurs des loisirs collectifs et de vacances familles. La cartographie de l'offre d'accueil collectif de mineurs sans hébergement (2010-2011) apporte une représentation territoriale des places disponibles et vacantes par tranche d'âge (moins de 6 ans, 6-12 ans, 12-17 ans) et par période (mercredi, petites et grandes vacances scolaires). La situation est contrastée pour les moins de 6 ans et les 12-17 ans car, selon les communes, l'offre est inexistante ou sous utilisée. L'offre de loisirs pour les 6-12 ans est plus présente. Cette analyse quantitative renforce l'idée d'une nécessaire harmonisation numérique et pédagogique de l'offre. Toutefois, les structures sont confrontées au renouvellement de leurs pratiques dans les domaines de l'animation (avec des enjeux de formation du personnel), de la communication (aller vers les familles) et du financement (à renouveler). Les innovations sociales proposées devraient permettre d'augmenter leur attractivité vis-à-vis de publics éloignés (parents sans activité, adolescents).

A mi-chemin entre la recherche fondamentale visant à produire des connaissances nouvelles sur un phénomène social et la recherche action participative, cette démarche a finalement permis d'identifier les formes et les causes du non-recours aux aides au temps libre à la Martinique. Ce phénomène multifactoriel dépasse largement la pauvreté financière des familles pourtant bien réelle. Le non-recours renvoie aussi au rapport des citoyens aux institutions, rapport largement déterminé par des logiques parfois contradictoires. Concernant les loisirs, le non-recours s'inscrit dans un contexte socio-culturel valorisant le rôle prépondérant des mères dans l'éducation de leurs enfants, renforcé par un chômage endémique à la Martinique. Il met en exergue les limites d'un partenariat entre des acteurs aux positions inégales (organisme de sécurité sociale / associations locales). Concernant les vacances, les non départs s'expliquent autant par la satisfaction procurée par l'environnement naturel que par la volonté quasi unanime d'associer vacances et dépaysement, une demande non encore prise en compte par les administrateurs de la CAF.

D'autres aspects sont développés sur le Working Paper consacré à cette recherche.